Angles d'Attac

association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 79 – juin 2011

>>>SOMMAIRE>>>

>>> Il y a 20 ans : une grève pas comme les autres >>>

14 juin 1991 : la Suisse se réveille en fuchsia ! De Genève à Soleure, de Bâle à Lausanne, de Bienne jusqu'au fin fond du Tessin, dans le Jura, à Zurich, à Winterthour, à La Chaux-de-Fonds, au Sentier, à Liesthal, à Lucerne, à Fribourg, à Berne, à Alikon et Wetzikon, les femmes manifestent.

Toutes catégories confondues : de l'enseignante du jardin d'enfant jusqu'à la prof d'université, de la soignante à la femme de ménage jusqu'aux médecins, en passant par le personnel administratif, les ouvrières d'usine, les vendeuses, les secrétaires, les journalistes, les mères au foyer et même des religieuses, toutes disent « wenn Frau will steht alles still », « d'habitude on range, aujourd'hui on dérange », « se le donne vogliono tutto si ferma », « les femmes bras croisés, le pays perd pied » et encore « on balaie dix ans d'oubli, sortons nos outils ».

Une grève pas comme les autres : de multiples activités, des cortèges, du théâtre de rue, des pic-nics dans les parcs et sur les places, des arrêts de travail de une heure à toute la journées, des pages blanches dans les quotidiens, des tenues de travail teintes en rose, des fenêtres décorées fuchsia, une grande manifestation à Berne, de la musique, des poèmes, les rues sont débaptisées et deviennent rue de l'ouvrière horlogère, rue de la femme de ménage, rue de l'égalité, place des femmes. La rue est aux femmes, les façades sont aux femmes, les parcs sont aux femmes, les magasins et les usines sont aux femmes...

Les hommes repassent leurs chemises dans la rue, s'occupent des enfants, font les repas, sont solidaires. La police arbore des ballons roses sur ses grosses motos, même certaines responsables de département appellent leurs employées à suivre le mouvement. Comme un sentiment de monde à l'envers.

La presse internationale s'intéresse à cet évènement : les presses allemande, espagnole, russe, chilienne, française rendent compte avec de pleines pages de la grève. Les messages de solidarité arrivent du monde entier : par exemple la CGT, le syndicat allemand des ménagères, les femmes du CICR en Afghanistan, la confédération syndicale de Hong-Kong, l'Union des travailleurs indiens de Ceylan, l'union des travailleurs de l'alimentation en Afrique du Sud transmettent des messages de solidarité.

>>>

JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac, rue des Savoises 15, 1205 Genève



>>>

suite de la première page

Cette grève a déconstruit les préjugés :
- les femmes ont peur de descendre dans la rue = à faire hurler de rire !
- les femmes ne s'occupent pas de politique = on va vous montrer !
- les femmes se disputent toujours entre elles = quel bonheur de travailler dans un collectif…
- les femmes sont passives = elles ont secoué la Suisse en rose fuchsia
- les femmes n'ont pas de place dans les syndicats = mais elles s'en emparent par elles-mêmes.

Mais qu'est-ce qu'elles voulaient ? La même chose qu'aujourd'hui : l'égalité de salaire entre hommes et femmes, l'application de l'article constitutionnel sur l'égalité, des crèches, la fin du harcèlement sexuel, la reconnaissance du travail non-rémunéré, des salaires décents et surtout le respect.

Aujourd'hui, 20 ans après, nous nous souvenons d'un évènement qui est à reconstruire, à reproduire, à oser. La situation, si elle s'est améliorée par certains aspects, a empiré par d'autres. La précarité, le travail sur appel, le temps partiel obligé, les salaires si bas qu'ils ne permettent pas de faire vivre sa famille, les prestations sociales devenues peau de chagrin avec des cotisations très chères, les discriminations comme norme. Tout cela vaudrait bien une grève des femmes…mais reconductible…

Tous les renseignements sur www.14juin2011.ch

Commission féministe d'attac suisse.



>>>Appel du 14 juin : notr

Nous avons aujourd'hui le droit de vote, l'article de la Constitution fédérale sur l'égalité et la loi sur l'égalité. Mais avons-nous vraiment l'égalité ? Gagnons-nous autant que les hommes pour le même travail ? Qui fait les nettoyages et la lessive ? Qui s'occupe des enfants et des personnes ayant besoin de soins ? Qui fait quelle carrière ?

Nous avons beaucoup de choses à changer !

Discrimination salariale

La discrimination salariale est représentée par la part de la différence de salaire qui ne s'explique pas par des facteurs objectifs et est donc discriminatoire. La discrimination salariale indique combien les femmes gagnent de moins que les hommes dans des conditions sinon équivalentes en moyenne.

Dans l'économie privée, la différence de salaire en 2008 est de 24,1%. Dans le secteur public de la Confédération (administration fédérale et entreprises de la Confédération), la différence de salaire en 2008 est de 17,6%.

Dans le secteur privé, 61,1% de la différence s'explique par le fait que les femmes et les hommes se différencient sur des caractéristiques objectives, à savoir : relativement à leurs qualifications, à des particularités personnelles, aux exigences requises, aux domaines d'activité, à la taille de l'entreprise, à l'appartenance à telle ou telle branche, à la région et à d'autres attributs encore.

Le reste de la différence représente l'effet discriminatoire : 38,9% de la différence de salaire moyenne entre femmes et hommes ne peuvent pas s'expliquer par des différences, c'est-à-dire des caractéristiques relatives aux qualifications, aux exigences requises, à l'appartenance à telle ou telle branche, etc. Cette part est à imputer à un comportement discriminatoire.

En 2008, l'effet discriminatoire était de 9,4% (38,9% de la différence totale de salaire de 24,1%).

Dans le secteur public de la Confédération (administration fédérale et entreprises de la Confédération), la discrimination salariale est nettement plus faible que dans le secteur privé. En 2008, elle était de 3,5% (19,7% de la différence totale de salaire de 17,6%).

Alors que les différences de salaire se sont, comme les parts discriminatoires, légèrement réduites dans l'économie privée entre 1998 et 2006, cette évolution semble ne pas se poursuivre en 2008 :
- les différences de salaire se sont à nouveau creusées ;
- la part de la différence discriminatoire de salaire a, pour la première fois depuis huit ans, à nouveau augmenté.

Salaire minimum

Un/une travailleur/travailleuse sur dix profiterait de l'initiative sur les salaires minimums : aujourd'hui, 400'000 personnes gagnent moins de 22 francs de l'heure. Or, les trois quarts de ces 400'000 personnes sont des femmes ! On trouve aujourd'hui beaucoup d'emplois mal payés dans la branche du nettoyage, dans l'industrie du textile et horlogère, dans des parties de l'hôtellerie-restauration et dans le commerce de détail ainsi que dans des entreprises et des branches dépourvues de conventions collectives de travail.

Juste partage du travail rémunéré et non rémunéré et reconnaissance de ce dernier

2,8 milliards d'heures de travail sont fournies chaque année dans

e but, l'égalité pour toutes ! >>>

le domaine des tâches d'assistance et de soins aux personnes. 80% de ces heures ne sont pas rémunérées. La valeur de ce travail est évaluée à 80 milliards de francs par an. La personne active dans ce domaine doit s'accommoder de désavantages économiques parfois considérables. Il est important que le travail soit revalorisé et reconnu.

Bien que le taux d'activité professionnelle des femmes ait fortement progressé ces dernières décennies, la proportion d'hommes et de femmes assumant des tâches non rémunérées n'a pas fondamentalement changé.

Travail domestique et travail familial

Dans les couples hétérosexuels, les femmes assument toujours la plus grande part du travail domestique et du travail familial.

Le nombre d'heures hebdomadaires consacrées par les femmes à ces activités est de 34, alors qu'il n'est que de 18 pour les hommes, soit près de la moitié.

Même si le travail rémunéré des femmes n'a cessé d'augmenter en volume ces deux dernières décennies, les hommes n'ont pas augmenté de manière substantielle leur part d'activités domestiques et familiales.

Des horaires planifiables et pas de rapports de travail précaires

Le travail précaire est un concept de la sociologie du travail et de la sociologie industrielle. Il sert à décrire l'augmentation constante du nombre d'emplois caractérisés par une grande incertitude relativement au revenu. Parmi les causes structurelles de cette incertitude, on nomme souvent l'insécurité quant à l'emploi, les bas salaires, l'occupation à temps partiel, les contrats de durée déterminée et l'absence de protection contre le licenciement.

Une étude du Fonds national suisse qualifie de travailleurs/travailleuses pauvres («working poor») un quart de million de personnes exerçant une activité lucrative ; ces personnes vivent au-dessous du minimum vital. Cela signifie que, chaque mois, elles disposent, une fois déduits le loyer et les frais de santé, de moins de 1'000 francs pour leur alimentation, l'achat de vêtements, etc.

En Europe, Suisse comprise, plus de 80% des personnes qui travaillent à temps partiel sont des femmes. En Suisse, les femmes sont trois fois plus souvent concernées par la précarité que les hommes. Le travail sur appel y est la forme la plus répandue de travail précaire.

Conciliation de la vie professionnelle et familiale

La grande majorité des hommes travaillent professionnellement à plein temps.

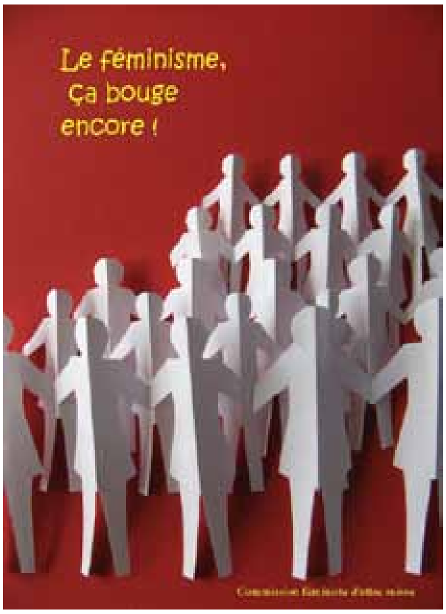
Pour les femmes, le travail rémunéré constitue une occupa-



tion durant le temps qu'il leur reste une fois les exigences familiales remplies. Certes, avec tout juste 80%, le taux d'activité des femmes est étonnamment élevé. Seules deux femmes sur dix en âge d'exercer une activité rémunérée ne sont donc pas actives professionnellement. En moyenne, les femmes exercent une activité rémunérée pendant 23 heures par semaine, contre 40 pour les hommes. La répartition inégale du travail au sein des couples se renforce avec le mariage et le nombre des enfants.

Texte repris et adapté du site www.14juin2011.ch

>>> Livre: "Le féminisme, ça bouge encore!" >>>



«Le féminisme, ça bouge encore !»: c'est sous ce titre que la commission féministe d'attac suisse publie un ouvrage résultant de ses débats .

- Un regard sur notre passé, sur les luttes féministes, à travers l'exemple du boycott des cours ménagers à Bienne en 1979. Une lutte qui s'inscrit dans la redéfinition des rôles sexués et du renouveau du féminisme après 1968.
- La politique de contrôle de l'immigration et ses conséquences sur les lois qui organisent la famille, le couple et la parentalité donc l'intime. Une analyse des effets des révisions successives de la loi sur les étrangers-ères dans l'application du droit civil.
- La mondialisation néolibérale transforme la vie en marchandise. Le trafic des êtres humains en rend compte par son ampleur et sa brutalité envers les femmes et les enfants des pays pauvres. Regard sur le rapport du « Swiss Forum for migration and population studies : Traite des personnes en Suisse »
- La résurgence du phénomène religieux pose au féminisme la question fondamentale de l'émancipation des femmes que beaucoup ont crue acquise. Un article qui traite des enjeux pour les femmes des mouvements fondamentalistes de toute obédience.

Cet ouvrage paraîtra en juin au prix de 17 francs (+ frais de port).

Il peut d'ores et déjà être commandé à :
Attac, Case 4314, 2500 Bienne 4
ou par courriel à bienne-jura@attac.org

>>> Conférence d'Athènes sur la dette et l'austérité

Des représentant-e-s de mouvements et activistes venant de différents endroits du globe, se sont réuni-e-s à Athènes pour tirer les leçons des différentes crises économiques internationales précédentes, pour mettre en cause la dette illégitime et se mobiliser pour son annulation, pour apporter sa solidarité aux peuples européens en lutte contre l'injustice des programmes d'austérité qui leur sont imposés par leur gouvernement, l'UE et le FMI, et dont les "protocoles d'accord" ("Memoranda of Understanding") sont l'illustration, ainsi que pour formuler un plan d'action économique qui satisfasse les besoins des peuples au lieu de servir les intérêts d'une toute petite élite sociale. Nous publions ci-dessous leur déclaration.



Déclaration de la Conférence d'Athènes sur la dette et l'austérité, 13 mai 2011

De nombreux pays en développement traversent des crises de la dette depuis les années 1970. Après des années pendant lesquelles la finance internationale a pris des risques inconsidérés en ouvrant grand les vannes du crédit, le FMI, en contrepartie du sauvetage des banques et de la finance, a imposé aux populations parmi les plus pauvres du monde des politiques d'austérité brutales qui ont réduit leurs revenus et la protection sociale. Ces politiques injustes n'ont pas permis une reprise économique. Au contraire, elles ont accru la dépendance des pays endettés à la loi des marchés financiers, rendant les gouvernements de moins en moins responsables devant leurs citoyen-ne-s. Ce n'est que lorsqu'une poignée de pays ont revendiqué leurs droits et se sont élevés contre l'imposition de l'austérité, contre le sauvetage de la finance, et contre le poids écrasant de la dette que la reprise a été possible, au moins pour une courte période. C'est ce qui s'est passé en Argentine en 2001. Cette expérience doit servir à d'autres pays, comme l'Egypte, la Tunisie et le monde arabe dans son ensemble qui luttent aujourd'hui pour la démocratie et font face aux dettes odieuses de régimes dictatoriaux.

Aujourd'hui, dans le sillage de la crise économique mondiale, les pays périphériques de l'UE sont confrontés à une sévère crise de la dette. Ils y ont été poussés par les opérations du système financier mondial mais aussi par le cadre institutionnel et les politiques économiques de l'UE, qui favorisent systématiquement les intérêts du capital. Le Pacte de Croissance et de Stabilité a fait pression sur le travail dans tous les pays de la zone euro, tandis que la Banque centrale européenne a soutenu les intérêts des grandes banques. L'UE s'est divisée entre un centre puissant et une périphérie faible. Les dettes accumulées par la périphérie sont le résultat du fossé qui les sépare du centre mais aussi du creusement des inégalités entre les très riches et le reste de la société. Les travailleurs/euses et les chômeurs/euses, les petit-e-s agriculteurs/trices, les petites et moyennes entreprises, sont désormais obligé-e-s de porter le poids de ces dettes, et ce bien qu'ils/elles n'en aient pas bénéficié.

L'austérité et les mesures de privatisation vont pressurer en premier lieu les plus pauvres, alors que ceux et celles qui sont à l'origine de la crise sont secourus. Le Pacte pour l'euro va exacerber la pression sur le travail. Les riches et les grandes entreprises vont continuer à échapper à des impôts qui pourraient être utilisés pour construire une société plus juste. Si ces mesures ne sont pas mises en cause, elles auront un impact considérable en Europe, en modifiant de manière drastique le rapport de forces en faveur du capital et au détriment du travail pour de nombreuses années.

Ceux qui sont en première ligne s'opposent à cette tentative de faire payer les coûts de la crise aux travailleurs/euses et aux pauvres et d'épargner les très riches. Les peuples de Grèce, d'Irlande et du Portugal, mais aussi de Pologne, de Hongrie, de Slovénie et d'autres pays d'Europe centrale et orientale remettent en cause les politiques d'austérité de l'UE et du FMI, s'opposent au pouvoir de la finance internationale, et rejettent l'esclavage de la dette. Nous appelons les peuples du monde entier à manifester leur solidarité avec les mouvements dans ces pays qui se battent contre la dette et les politiques pernicieuses qu'elle engendre.

Plus particulièrement, nous appelons à soutenir :

– L'audit démocratique des dettes comme un pas concret en direction de la justice en matière d'endettement. Les audits de la dette avec participation de la société civile et du mouvement syndical, tels que l'Audit citoyen de la dette au Brésil, permettent d'établir quelle part de la dette publique sont illégales, illégitimes, odieuses ou simplement insoutenables. Ils offrent aux travailleurs/euses les connaissances et l'autorité nécessaires au refus de payer la dette illégitime. Ils encouragent également la responsabilité, la reddition de comptes et la transparence dans l'administration du secteur public. Nous exprimons notre solidarité avec les audits en Grèce et en Irlande et nous tenons prêts à y apporter notre aide en termes pratiques.

– Des réponses souveraines et

démocratiques à la crise de la dette. Les gouvernements doivent répondre en premier lieu à leur peuple, et non aux institutions de l'UE ou au FMI. Les peuples de pays comme la Grèce doivent décider quelles politiques sont à même d'améliorer leurs chances de reprise et de satisfaire leurs besoins sociaux. Les États souverains ont le pouvoir d'imposer un moratoire sur le remboursement si la dette détruit les moyens de subsistance des travailleurs/euses. L'expérience de l'Équateur en 2008-2009 et de l'Islande en 2010-2011 montre qu'il est possible de donner des réponses radicales et souveraines au problème de la dette, y compris en répudiant sa part illégitime. La cessation de paiements justifiée par l'état de nécessité est même reconnue légale par des résolutions de l'ONU.

– Une restructuration économique et une redistribution, pas d'endettement. La domination des politiques néolibérales et le pouvoir de la finance internationale ont mené à une croissance faible, à des inégalités croissantes et à des crises majeures, tout en sapant les processus démocratiques. Il est impératif de changer les fondements des économies par des programmes de transition qui comprennent le contrôle sur les capitaux, une régulation stricte des banques et même leur transfert au secteur public, des politiques industrielles qui reposent sur des investissements publics, le contrôle public des secteurs stratégiques de l'économie et le respect de l'environnement. Le premier objectif doit être de protéger et d'augmenter l'emploi. Il est aussi crucial que les pays adoptent des politiques redistributives radicales. La base d'imposition doit être étendue et devenir plus progressive en taxant le capital et les riches, permettant ainsi la mobilisation de ressources internes comme alternative à l'endettement. La redistribution doit aussi inclure la restauration des services publics de santé, d'éducation, de transport et des retraites ainsi que renverser la pression à la baisse sur les salaires. Il s'agit là des premiers pas vers la satisfaction des besoins et aspirations des travailleurs/euses, mesures qui par ailleurs renverseraient le rapport de forces au détriment du grand capital et des institutions financières. Elles permettraient aux peuples d'Europe, et plus largement du monde entier, de maîtriser davantage leurs moyens de subsistance, leurs vies et le processus politique. Elles offriraient également de l'espoir à la jeunesse d'Europe dont l'avenir semble aujourd'hui bien sombre, avec peu d'emplois, des salaires bas et l'absence de perspectives. Pour ces raisons, soutenir la lutte contre la dette en Grèce, en Irlande, au Portugal et dans d'autres pays d'Europe est dans l'intérêt des travailleurs/euses, où qu'ils/elles se trouvent.

Athènes, le 8 mai 2011.

Initiative pour une Commission d'Audit Grecque - European Network on Debt and Development - Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) - The Bretton Woods Project, Grande-Bretagne - Research on Money and Finance, Grande-Bretagne - Debt and Development Coalition Irelande Afri - Action from Ireland WEED - World Economy Environment Development, Allemagne - Jubilee Debt Campaign, Grande-Bretagne - Observatorio de la Deuda en la Globalización, Espagne

Source : http://www.cadtm.org/Declaration-de-la-Conference-d

Le message des Islandais aux peuples d'Europe : ne payez pas pour la finance !

Les Islandais ont refusé de payer pour la faillite des banques : ils ont dit "non" le samedi 9 avril par référendum, comme il l'avaient fait en mars 2010. Ce "non" a été soutenu par de nombreuses organisations de la société civile, dont Attac Islande. Non au remboursement de 3,9 milliards d'euros (soit 12 000 euros par habitant islandais, hors intérêts !) au Royaume-Uni et aux Pays-Bas : ces deux pays exigent de l'Islande qu'elle rembourse les sommes qu'ils ont dépensées pour dédommager les clients affectés par la faillite de la banque privée islandaise Icesave.

L'Islande était un modèle pour le néolibéralisme. Mais en 2008, en pleine crise économique, son système bancaire s'écroulait et, avec lui, la banque en ligne Icesave. Celle-ci avait pris tous les risques pour attirer des clients britanniques et néerlandais appâtés par une rémunération mirobolante de leurs dépôts. Les contribuables islandais, qui n'ont guère vu la couleur des profits financiers au doux temps de l'euphorie, doivent-ils à présent payer l'addition pour les errements du système bancaire privé ? En Irlande le gouvernement, sans consulter la population, a entrepris de lui faire payer la faillite des banques irlandaises. Mais les Islandais montrent qu'une autre voie est possible : celle où les spéculateurs imprudents doivent assumer leurs pertes.

Le Royaume-Uni et les Pays-Bas menacent l'Islande de procès, avec l'appui du Fonds monétaire international et de l'Union européenne. Ils menacent d'isoler le pays et de refuser son entrée dans l'Union. Leur obsession : préserver les intérêts de l'industrie financière européenne et conforter son image aux yeux des agences de notation. Au contraire, la France et les autres pays européens devraient exiger que cesse ce harcèlement. La solidarité la plus large doit s'exprimer, pour que la démocratie soit respectée.

Les Islandais envoient un message fort aux peuples européens : avec les Britanniques ou encore les Portugais qui manifestent de plus en plus massivement, ils disent que les citoyens n'ont pas à payer une crise et des dettes publiques provoquées par la finance. Avec son "Pacte pour l'euro", l'Union européenne et ses gouvernements veulent généraliser les plans d'austérité. Les Attac d'Europe s'y opposeront en exigeant que la finance paye, qu'elle soit désarmée notamment par une taxation sur les transactions financières, et que les dettes publiques soient restructurées et partiellement annulées.

Source : Attac France

>>> La coprésidente d'Attac candidate à la direction générale du FMI >>>

Le FMI joue un rôle décisif dans la régulation – ou plutôt l'absence de régulation – de la finance internationale. C'est pourquoi l'association Attac a décidé de proposer une candidature pour succéder à Dominique Strauss-Kahn.

Aurélie Trouvé, 31 ans, est maître de conférences en sciences économiques et coprésidente d'Attac depuis quatre ans. Elle est spécialiste des marchés agricoles, actuellement l'un des domaines de prédilection de la spéculation financière internationale (...) Si elle ne bénéficie pas encore du soutien officiel d'États, sa candidature suscitera l'intérêt de tous ceux, gouvernants ou citoyens, qui désirent remettre l'industrie financière à sa place, celle de soutien aux initiatives de l'économie réelle.

Depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, ni le G20, ni le FMI, pas plus que le comité de Bâle ou les autorités nationales de régulation financière, n'ont pris de mesures pour réduire significativement l'instabilité des marchés financiers internationaux. La spéculation fait aujourd'hui rage sur les matières premières et les titres des dettes publiques.

Avec Dominique Strauss-Kahn, la politique du FMI a consisté, comme par le passé, à défendre



inconditionnellement les intérêts des créanciers des États endettés, en imposant à ces derniers des plans d'austérité brutaux : Hongrie, Ukraine et Lettonie en 2008, Islande en 2009, Grèce, Espagne, Portugal, Irlande en 2010... Les banques et les fonds d'investissement sont les principaux bénéficiaires de politiques qui détruisent les solidarités sociales et mènent l'Union européenne au bord du gouffre.

Tout indique que Christine Lagarde fera encore pire que Dominique Strauss-Kahn. Christine Lagarde a été à la tête d'une technostructure du Ministère de l'Economie (Direction Générale du Trésor et Direction du Budget), composée de fonctionnaires ultralibéraux acquis aux intérêts financiers. C'est ainsi que la France a refusé en 2010 de soutenir l'Allemagne sur la question de l'interdiction de la spéculation sur les CDS. Les représentants de la France à Bruxelles ont toujours freiné les maigres initiatives de la Commission sur la régulation financière. Sur la question de la taxation des transactions financières, malgré le discours apparemment offensif de Nicolas Sarkozy, le ministère de Christine Lagarde s'est toujours refusé à produire des notes et études préparant une décision, et la France ne s'est jamais engagée réellement auprès de ses partenaires de l'Union européenne ou de l'Eurogroupe.

Aurélie Trouvé propose une réorientation fondamentale du FMI, partant du principe que la stabilité financière mondiale est un bien public qui doit être démocratiquement géré par la communauté internationale dans son ensemble. Son programme pour le FMI comporte donc :

- l'arrêt des plans d'austérité, et la mise en place d'une taxe sur les transactions financières et d'une stricte régulation des transactions sur les produits dérivés

- la coordination des politiques économiques au plan international, amenant les pays présentant des déséquilibres excessifs (Chine, Allemagne, Japon du côté des pays excédentaires, États-Unis du côté des pays déficitaires) à se rééquilibrer de façon coordonnée par des ajustements des taux de change ainsi que des politiques budgétaires et salariales actives ;

- le développement d'une monnaie internationale basée sur un panier des principales devises, comme alternative au dollar ;

- l'émission de Droits de tirage spéciaux pour aider les pays en difficulté durant la période de réduction des déséquilibres internationaux ou face à des chocs conjoncturels imprévus ;

- la démocratisation du FMI, par l'élargissement de son Conseil d'administration à tous les pays de la planète et l'intégration du FMI dans le système onusien, avec une voix pour chacun des 187 pays membres du Fonds : il s'agit d'en finir avec le pouvoir exclusif des grandes puissances. (...)

Attac France,
Paris, le 2 juin 2011

Archives vidéo et audio

Attac fribourg nous communique des liens vers des archives audios ou vidéos de différentes conférences qu'elle a organisé ou soutenu ces dernières années.

– Viktor Dedaj, (Paris, rédacteur en chef de www.legrandsoir.info) et Isaac Torres Barrios (ambassadeur de Cuba), 6 mai 2011 à Fribourg : Cuba : Résistance d'un modèle ou modèle de résistance ? http://www.youtube.com/watch?v=0IAkzJYiAk0

– Viktor Dedaj (Paris) et Christian Campiche (Lausanne), 5 mai 2011 à Fribourg : La qualité de l'information – la liberté de la presse. http://www.youtube.com/watch?v=DW12AJSuGYg&feature=player_detailpage#t=30s

– Salim Lamrani (Paris) : Cuba, l'UE, et les droits de l'homme, 04.04.2008 Fribourg, et Cuba, ce que les médias ne vous diront pas, 11.12. 2009, Fribourg : CD déposés à la Bibliothèque Cantonale Universitaire de Fribourg et à la fonoteca de Lugano (voir catalogue). http://www.fonoteca.ch/index_fr.htm

– François Houtart, Alternatives au capitalisme. Pourquoi je soutiens l'expérience cubaine ? 24.11.2008 à l'Université de Fribourg : CD déposés à la Bibliothèque Cantonale Universitaire de Fribourg et à la fonoteca de Lugano (voir catalogue). http://www.fonoteca.ch/index_fr.htm

– Lien audio de la conférence de **Ignacio Ramonet** (Réd en chef du Monde Diplomatique, Paris), 26 mars 2007 à l'Université de Fribourg, invité par l'Association Suisse-Cuba). http://www.cuba-si.ch/index.php?lang=fr&site=9&ID=226

– **Susan George, Isabelle Chassot** (directrice de l'instruction publique), **Luzius Wasecha** (chef-négociateur de la Suisse à l'OMC) : Peut-on privatiser l'école ?, Fribourg, 02.02.2005 ; CD déposés à la Bibliothèque Cantonale Universitaire de Fribourg et à la fonoteca de Lugano (voir catalogue). http://www.fonoteca.ch/index_fr.htm

– Riccardo Petrella : L'eau, un bien commun, Fribourg, 17.6.1997. CD déposés à la Bibliothèque Cantonale Universitaire de Fribourg et à la fonoteca de Lugano (voir catalogue)

>>> Soutien à la "révolution" espagnole >>>

Le réseau des Attac d'Europe exprime son soutien à la « révolution espagnole ».

Le 15 mai 2011, une semaine avant les élections municipales, des dizaines de milliers d'étudiants, de chômeurs, d'actifs et de citoyens de tous âges sont sortis dans les rues des principales villes d'Espagne.

Ils exprimaient leur colère face à la détérioration des conditions de vie – conséquence de la mise en place des mesures d'austérité par le gouvernement – et appelaient à une vraie démocratie, qui ne place pas les intérêts des banquiers et des politiciens avant ceux de la population.

Appelée par des mouvements citoyens via les réseaux sociaux, et soutenue par de nombreuses organisations (dont Attac Espagne), cette mobilisation a pris une ampleur inattendue. Les partis politiques et les syndicats, déconsidérés par leur incapacité à apporter des réponses face à la crise économique, sociale et environnementale, furent particulièrement exclus de l'organisation de la manifestation.

Au terme de la manifestation, de nombreux jeunes Espagnols (qui paient le plus lourd tribut à la crise, avec un chômage atteignant les 45%) ont décidé de camper sur la place centrale de Madrid de la Puerta del Sol, inspirés par les révolutions des peuples arabes. Cette initiative a d'emblée reçu le soutien d'une large part de la population espagnole, en colère contre la situation actuelle ; et bientôt de nombreuses places furent occupées dans de nombreuses villes du pays (Barcelone, Valence, Saragosse, etc.) par des jeunes et moins jeunes appelant à un changement démocratique et social.

En dépit du risque de se voir violemment évacués par la police, les « indignés » (indignados, en référence avec le livre de Stéphane Hessel) ont commencé à organiser leur campement (qui dure depuis maintenant plus de deux semaines). Cette initiative a inspiré d'autres mouvements en Europe.

Au Portugal, où les politiques économiques du FMI et de l'UE ont été imposées avant les élections du 5 juin, des manifestants se sont rassemblés le 19 mai, en face de l'ambassade espagnole, et ont décidé de s'installer sur la place principale de Lisbonne (Praça do Rossio). En Grèce, un mouvement d'« indignés » a commencé à se réunir tous les jours dans les principales places de nombreuses villes, avec des dizaines de milliers de manifestants. Un campement s'est installé sur la place Syntagma, en face du Parlement grec.

Dans ces différents pays, les manifestants ont développé des exigences similaires, par le biais des assemblées générales. Ce mouvement reprend largement des thèmes altermondialistes, comme l'exigence que la démocratie prévale sur les diktats de la finance, la visée d'une redistribution des richesses, le refus d'un modèle de développement consumériste et prédateur ou la mise en place d'une taxe sur les transactions financières... « Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des banquiers ou politiciens ». Les slogans des manifestants dénoncent la gestion de la crise : « ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie ! », et montrent leur détermination. « Nous sommes là pour nous battre pour nos vies et notre futur », explique le manifeste issu de l'assemblée générale de Syntagma du 29 mai. Tous s'accordent pour dire, avec les manifestants du 28 mai au Portugal, que « notre combat est international ».

Ce mouvement, rapidement dénommé « révolution espagnole », évolue vers une véritable mobilisation européenne qui remet en question les formes traditionnelles de mobilisation. De par son étendue et ses revendications, il peut d'ores et déjà être considéré comme un évènement social de première importance, et pas seulement du point de vue du mouvement altermondialiste. À ce titre, le réseau des Attac d'Europe exprime son soutien aux manifestants en Espagne, en Grèce, au Portugal et dans toute l'Europe, et condamne toute répression policière à leur égard, comme lors de l'évacuation de la Place Catalogne à Barcelone.

Réseau des Attac d'Europe,
4 juin 2011.

"NOUS SOMMES DES GENS ORDINAIRES"

Appel lancé par les Indignés-Lausanne à leurs concitoyens-concitoyennes

A ceux et celles que cela intéresse : Tous les week-ends, durant l'après midi, nous sommes à la Riponne.

Nous nous sommes retrouvés plusieurs fois les samedi et dimanche, une quarantaine de femmes, d'hommes, de tous les âges (de 14 à 69 ans), de tous les milieux. Assis par terre en cercle, nous avons échangé des idées en toute liberté, dans le respect de la parole de l'autre et commencé à nous organiser. Le mouvement à Lausanne n'en est qu'à ses débuts

Nous sommes conscients-tes des dérives et des risques politiques, économiques et écologiques qui planent sur notre société, et nous n'avons plus de grandes attentes de notre système.

Nous voulons trouver (ou retrouver) des rapports plus conviviaux avec les autres, des relations délivrées de la compétitivité ambiante, nous souhaitons mettre sur pied de nouvelles façons de vivre, de travailler, de consommer. Nous souhaitons construire pacifiquement une démocratie réelle tout de suite, comme le font des milliers d'autres personnes sur les places des villes Espagnoles, Grecs, Françaises, Belges, Italiennes etc....

Nous serons à nouveau à la Riponne, le week-end prochain.

Les Indignés en Suisse - Réelle Démocratie Maintenant – Lausanne.

Pour info, les indignés à Lausanne se reconnaissent dans la charte des Indignés Espagnols. Nous vous l'envoyons ci-dessous. La première phrase pour les indignés de Lausanne est très importante : Nous sommes des gens ordinaires.



>>> Genève: du bruit contre l'accaparement des ter

Pour la 2ème année consécutive, la *Jetfin Agro conference* a eu lieu au Grand Hôtel Kempinski de Genève, le mardi 7 juin 2011, avec l'objectif de promouvoir les stratégies d'investissements agricoles. En d'autres termes : comment piller les terres des paysans d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine.

Une large coordination s'était constituée en 2010 à Genève afin de protester contre deux conférences précédentes, pour dénoncer les pratiques d'accaparement des terres agricoles, et diffuser des informations sur le phénomène d'accaparement et la mondialisation de l'agro-industrie destructive.

Les opposants étaient à nouveau présents pour dénoncer cette conférence et la participation de l'Etat de Genève en tant que partenaire institutionnel. Ils ont également dénonçé la participation du fond de pension du CERN en tant qu'intervenant lors de cette conférence.

Ci-après vous trouverez les revendications diffusées sur le tract qui appelait à manifester ainsi que des extraits du texte accompagnatif.

Nos revendications

1. Que cesse l'accaparement des terres et de l'eau ; des réformes agraires qui permettent l'accès à la terre au plus grand nombre doivent être promues.

2. Que la spéculation sur les matières premières agricoles soit supprimée ; nous nous prononçons en faveur d'une réglementation efficace et au service des populations et non des multinationales.

3. Que les fonds de pension se retirent de ce type d'investissements pour s'orienter vers des fonds éthiques.

4. Que les autorités genevoises retirent leur soutien direct ou indirect à ce genre de rencontres entre accapareurs.

5. La priorité à l'alimentation : la production d'énergie (agrocarburants) doit être un objectif subsidiaire et assujetti à des critères de durabilité sociale et environnementale.

6. La priorité à l'agriculture paysanne familiale et durable seule à même de relever le défi alimentaire et de reconnaître la souveraineté alimentaire comme droit définissant un nouveau cadre des marchés agro-alimentaires.

7. La reconnaissance des droits ancestraux des communautés et petits paysans à la terre qu'ils-elles travaillent même s'ils n'ont pas de titres de propriété.



Qu'est-ce que l'accaparement des terres ?

La terre est essentielle à la subsistance, à la sécurité alimentaire et à l'identité de millions de personnes dans les pays en développement dépendant directement de l'agriculture. Cependant, depuis quelques années, on assiste à un phénomène d'accaparement des terres : certains Etats ainsi que des investisseurs privés louent ou achètent des dizaines de millions d'hectares de terres agricoles en Asie, Afrique et Amérique Latine afin de produire de la nourriture ou des agrocarburants destinés aux pays acheteurs. Exemples :

Au Soudan, on cultive du blé sur 1,5 millions d'hectares destinés non pas au peuple soudanais mais à l' Arabie Saoudite. On fait aussi pousser du sorgho, aliment de base au Soudan, qui sert toutefois à nourrir les chameaux des Emirats arabes unis.

L'Ethiopie a déjà clôturé trois millions d'hectares de terres en vue de les louer à des investisseurs étrangers ce qui représente une surface équivalente à la Belgique. Dans ce pays africain, 13 millions de personnes sont victimes de la faim et de sous-alimentation et dépendent de l'aide alimentaire.

La Banque Mondiale estime que les surfaces agricoles négociées, louées ou vendues depuis 2006 en Afrique, en Amérique latine et en Asie s'élèvent à quelque 50 millions d'hectares. Cela correspond à la moitié de l'ensemble des terres arables en Chine ou encore à la surface combinée des terres arables existantes en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie. (...)

Le phénomène d'accaparement des terres ne fait qu'exacerber le problème de la faim. Il crée ou favorise des structures productives inadéquates pour la culture vivrière, et fragilise l'agriculture familiale. De plus, les terres accaparées n'offrent que peu de possibilités d'emplois pour la population locale car les exploitations sont fortement mécanisées et parfois cultivées par une main-d'oeuvre étrangère. Ces cultures sont aussi une menace pour l'environnement par l'utilisation intensive de pesticides et, fréquemment, de semences génétiquement modifiées et l'utilisation excessive d'eau. Les femmes sont les premières victimes car elles produisent une grande partie de tous les aliments de base à l'échelle mondiale alors que la plupart d'entre elles ne possèdent pas de titres de propriété.

En ayant recours à l'accaparement des terres, les Etats ou les investisseurs mettent en péril les droits humains des populations concernées, dont le droit à l'alimentation et à l'eau, ainsi que la souveraineté alimentaire.

En Suisse, ce sont surtout des banques et des fonds qui sont impliqués dans ces projets d'accaparement des terres. Ainsi, le Crédit Suisse et l'UBS ont participé en 2009 à l'émission d'actions pour le compte de Golden Agri-Resources, le plus grand producteur d'huile de palme du monde coté en Bourse. La Suisse abrite aussi un grand nombre de fonds qui ciblent leurs investissements sur l'agriculture et en partie sur l'achat de terres. Sarasin et Pictet, deux grandes banques privées, proposent des fonds centrés sur l'agriculture. Plusieurs fonds suisses, classiques ou spéculatifs, investissent dans l'agriculture, dont par exemple Global Agricap à Zurich, GAIA World Agri Fund à Genève. Addax Bionergy, basée à Genève, loue 15'000 hectares en Sierra Leone où plus de la moitié de la population souffre de sous-alimentation.

N.B. Une grande partie des informations présentées ici sont cités de la brochure de Pain pour le prochain et Action de Carême (Collection Repères 1/2010, L'accaparement des terres, La course aux terres aggrave la faim dans le monde)



>>> Mouvement européen en faveur de la souveraineté alimentaire >>>

Les organisateurs et organisatrices du Forum International pour la Souveraineté Alimentaire de Nyéléni au Mali en 2007 (http://www.nyeleni.org) appellent tous ceux qui résistent et luttent dans toute l'Europe à se joindre à la construction d'un mouvement européen pour la souveraineté alimentaire. Ce mouvement prendra la forme d'un camp en Autriche au mois d'août. L'appel ci-après a été repris du site de la coordination européenne de Via Campesina: http://www.eurovia.org/spip.php?article356.

Du 16 au 21 août 2011 à Krems, en Autriche, nous espérons réunir un grand nombre de groupes, syndicats, associations et collectifs de paysans et paysannes, étudiants, activistes, écologistes, travailleurs agricoles et jeunes sans terre, et tous ceux et celles qui travaillent pour la souveraineté alimentaire en Europe et dans le monde.



L'Europe a été intégrée dans un système alimentaire mondial non durable, contrôlé par les intérêts des entreprises et basé sur la dégradation de l'environnement, l'exploitation des ressources des autres peuples et les inégalités sociales et économiques – ce processus est facilité par l'impunité des sociétés transnationales et des marchés financiers. Les conséquences de ce modèle néolibéral sont visibles partout dans nos systèmes et politiques alimentaires et agricoles.

Il est temps de changer le cadre actuel des politiques agricoles européennes, fondées sur les règles de l'OMC, pour des politiques fondées sur la souveraineté alimentaire des populations. Une nouvelle politique alimentaire et agricole pour l'Europe doit être basée sur la relocalisation de la production agricole, en soutenant les petits producteurs et productrices et en facilitant l'accès à la terre pour les nouveaux agriculteurs et des collectifs, tout en contestant la prépondérance de l'industrie et des intérêts privés dans la production, la transformation et la distribution de l'alimentation pour les citoyens et citoyennes européens.

Partout en Europe des personnes sont en train de s'organiser, depuis la base, pour reprendre le contrôle de leurs systèmes alimentaires et agricoles. Ces forces de résistance constituent une richesse d'expériences qui sont encore largement dispersées, ignorées, cachées et parfois clandestines.

Il est temps pour ces forces de venir à l'avant de la scène, et de construire une nouvelle façon d'organiser nos systèmes alimentaires - depuis les semences dans les champs jusqu'à la nourriture dans nos assiettes - qui doivent soutenir la biodiversité, l'environnement, les cultures et les traditions locales de nos régions, ainsi que mettre fin à la disparition des paysans et paysannes européens.

Le Forum Nyéléni-Europe en Autriche devrait agir comme un catalyseur, en ouvrant un espace en Europe pour définir les luttes et les stratégies nécessaires afin de créer un mouvement pour la souveraineté alimentaire qui puisse défier les forces dominantes de la production et de la consommation actuelles dans la société.

En sachant que le chemin est aussi important que la destination, nous appelons les organisations et les groupes dans chaque Etat, région, province et territoire à se réunir et définir leur vision de la souveraineté alimentaire pour l'Europe, sur la base des principes définis au forum Nyéléni en 2007, et surtout à participer à l'organisation du forum lui-même.

Qui que vous soyez, si vous êtes intéressé à participer, s'il vous plaît contactez: nyelenieurope2011@gmail.com

Vous pouvez également consulter la page spéciale sur le site de Uniterre: http://www.uniterre.ch/Actualites/DelegationNyeleniEurope.html

>>> Nous y voilà, nous y sommes. >>>

Depuis cinquante ans que cette tourmente menace dans les hauts-fourneaux de l'incurie de l'humanité, nous y sommes.

Dans le mur, au bord du gouffre, comme seul l'homme sait le faire avec brio, qui ne perçoit la réalité que lorsqu'elle lui fait mal. Telle notre bonne vieille cigale à qui nous prêtons nos qualités d'insouciance, nous avons chanté, dansé. Quand je dis « nous », entendons un quart de l'humanité tandis que le reste était à la peine. Nous avons construit la vie meilleure, nous avons jeté nos pesticides à l'eau, nos fumées dans l'air, nous avons conduit trois voitures, nous avons vidé les mines, nous avons mangé des fraises du bout du monde, nous avons voyagé en tous sens, nous avons éclairé les nuits, nous avons chaussé des tennis qui clignotent quand on marche, nous avons grossi, nous avons mouillé le désert, acidifié la pluie, créé des clones, franchement on peut dire qu'on s'est bien amusés. On a réussi des trucs carrément épatants, très difficiles, comme faire fondre la banquise, glisser des bestioles génétiquement modifiées sous la terre, déplacer le Gulf Stream, détruire un tiers des espèces vivantes, faire péter l'atome, enfoncer des déchets radioactifs dans le sol, ni vu ni connu. Franchement on s'est marrés. Franchement on a bien profité. Et on aimerait bien continuer, tant il va de soi qu'il est plus rigolo de sauter dans un avion avec des tennis lumineuses que de biner des pommes de terre. Certes.

Mais nous y sommes. À la Troisième Révolution. Qui a ceci de très différent des deux premières (la Révolution néolithique et la Révolution industrielle, pour mémoire) qu'on ne l'a pas choisie. « On est obligés de la faire, la Troisième Révolution ? » demanderont quelques esprits réticents et chagrins. Oui. On n'a pas le choix, elle a déjà commencé, elle ne nous a pas demandé notre avis. C'est la mère Nature qui l'a décidé, après nous avoir aimablement laissé jouer avec elle depuis des décennies. La mère Nature, épuisée, souillée, exsangue, nous ferme les robinets. De pétrole, de gaz, d'uranium, d'air, d'eau. Son ultimatum est clair et sans pitié : sauvez-moi, ou crevez avec moi (à l'exception des fourmis et des araignées qui nous survivront, car très résistantes, et d'ailleurs peu portées sur la danse). Sauvez-moi ou crevez avec moi !

Évidemment, dit comme ça, on comprend qu'on n'a pas le choix, on s'exécute illico et, même, si on a le temps, on s'excuse, affolés et honteux. D'aucuns, un brin rêveurs, tentent d'obtenir un délai, de s'amuser encore avec la croissance. Peine perdue. Il y a du boulot, plus que l'humanité n'en eut jamais. Nettoyer le ciel, laver l'eau, décrasser la terre, abandonner sa voiture, figer le nucléaire, ramasser les ours blancs, éteindre en partant, veiller à la paix, contenir l'avidité, trouver des fraises à côté de chez soi, ne pas sortir la nuit pour les cueillir toutes, en laisser au voisin, relancer la marine à voile, laisser le charbon là où il est, attention, ne nous laissons pas tenter, laissons ce charbon tranquille, récupérer le crottin, pisser dans les champs (pour le phosphore, on n'en a plus, on a tout pris dans les mines, on s'est quand même bien marrés).

S'efforcer. Réfléchir, même. Et, sans vouloir offenser avec un terme tombé en désuétude, être solidaire. Avec le voisin, avec l'Europe, avec le monde. Colossal programme que celui de la Troisième Révolution. Pas d'échappatoire, allons-y. Encore qu'il faut noter que récupérer du crottin, et tous ceux qui l'ont fait le savent, est une activité foncièrement satisfaisante. Qui n'empêche en rien de danser le soir venu, ce n'est pas incompatible. À condition que la paix soit là, à condition que nous contenions le retour de la barbarie, une autre des grandes spécialités de l'homme, sa plus aboutie peut-être. À ce prix, nous réussirons la Troisième révolution. À ce prix nous danserons, autrement sans doute, mais nous danserons encore.

Fred Vargas
Archéologue et écrivain

Fred Vargas est née à Paris en 1957. Fred est le diminutif de Frédérique. Vargas est son nom de plume pour les romans policiers.

Pendant toute sa scolarité, Fred Vargas ne cesse d'effectuer des fouilles archéologiques. Après le bac, elle choisit de faire des études d'histoire. Elle s'intéresse à la préhistoire, puis choisit de concentrer ses efforts sur le Moyen Âge.

Elle a débuté sa « carrière » d'écrivain de roman policier par un coup de maître. Son premier roman « Les Jeux de l'amour et de la mort », sélectionné sur manuscrit, reçut le Prix du roman policier du Festival de Cognac en 1986 et fut donc publié aux éditions du Masque.

IMPRESSUM

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph, Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Jane Séligmann, Julien Steiner, Alain Zuber.

Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ils ne représentent pas forcément la position d'Attac.

PROCHAINE PARUTION JUIN 2011

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne-Jura: Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne-jura@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> Initiative pour l'abolition des forfaits fiscaux

Sous l'impulsion de « La Gauche », plusieurs entités cantonales de la gauche alternative suisse se sont associées pour lancer une initiative fédérale pour la suppression des forfaits fiscaux (feuille de signature).

Attac suisse soutient cette initiative contre un système qui permet à de riches étrangers de bénéficier d'un taux d'imposition dérisoire en s'installant en Suisse, tout en continuant parfois d'accumuler de confortables revenus à l'étranger. Quelques arguments en faveur de l'initiative.

- Selon l'art. 14 de la Loi Fédérale sur l'Impôt Fédéral direct, les forfaits fiscaux autorisent les personnes physiques qui ne sont pas ressortissants helvétiques et qui n'exercent pas d'activité lucrative en Suisse à se faire imposer sur leurs dépenses et non sur leurs revenus ou leur fortune. Dans les faits, ces riches personnages marchandent leur participation fiscale avec les autorités. Il s'agit d'une injustice révoltante face aux contribuables suisses et en particulier les travailleurs imposés jusqu'au dernier franc.

- S'ils n'ont officiellement pas d'activité lucrative en Suisse, les multimillionnaires étrangers peuvent profiter de cette imposition à forfait. Le montant forfaitaire calculé par l'Administration représente en règle générale cinq fois la valeur locative du logement des bénéficiaires. La plus grande opacité règne dans ce domaine ; il est impossible d'obtenir le moindre renseignement de l'administration sur le nombre des forfaits accordés ni leur montant. La présente initiative veut mettre fin à ce privilège fiscal scandaleux.

- Les forfaits fiscaux contreviennent à l'article constitutionnel prévoyant l'égalité de traitement des contribuables proportionnellement à leur capacité financière. Il s'agit d'un détournement légalisé de fonds publics qui doit cesser.

- Les opposants rétorquent que ces millionnaires quitteraient la Suisse s'ils ne pouvaient pas jouir de ces arrangements fiscaux. Mais quel est l'intérêt de maintenir à tout prix sur le territoire des personnes physiques qui paient aussi peu d'impôt ? Pour exemple, cette prédiction n'a pas eu lieu à Zurich deux ans après l'abolition de la taxation à forfait, car malgré le départ d'une partie des grandes fortunes, ce canton reste largement bénéficiaire grâce à ceux qui sont restés et qui sont depuis lors normalement imposés.

- 70% des évadés fiscaux zurichois ont changé de canton sans quitter la Suisse. La concurrence intercantonale est un grave problème en Suisse. C'est pourquoi une telle initiative doit nécessairement être fédérale.

- Actuellement, plus de 5'000 millionnaires sont imposés à forfait dans notre pays, dont plus de la moitié en Suisse romande. Parmi eux, il y a toujours plus de nomades du business et de prétendus rentiers qui pilotent en réalité leurs sociétés depuis la Suisse. Le plus riche d'entre eux est le milliardaire Ingvar Kamprad, propriétaire d'IKEA qui possède une des premières fortunes mondiales avec 35 milliards de francs. Si un contribuable ordinaire, possédant une fortune de 100'000 CHF était imposé avec le même taux que le propriétaire d'IKEA il ne paierait que 50 centimes d'impôts par an !

- De nombreux riches étrangers accepteront d'être imposés normalement plutôt que de quitter notre pays qui présente pour eux de nombreux autres avantages. Avec la suppression de ces forfaits fiscaux, on peut escompter quelques milliards de revenus supplémentaires, ce qui permettra de réparer une injustice criante. Sur ce point au moins, nous diminuerons les différences avec nos pays voisins ou même plus éloignés. L'enjeu est d'enrayer une spirale de concurrence fiscale diminuant les ressources des Etats, provoquant l'endettement, la dégradation des services publics et la diminution des prestations sociales.

> Attac: université d'été européenne >

Le réseau européen d'ATTAC vous invite à l'ENA – European Network Academy for social movements, ou université d'été européenne du réseau des mouvements sociaux, du 9 au 14 août 2011 à Fribourg (Allemagne).

Lire et analyser la crise

Comment la crise du secteur bancaire est-elle arrivée ? Comment fonctionnent les marchés financiers ? Qui fixe les règles du commerce international ? Pourquoi, dans le monde, certains s'enrichissent tandis que d'autres sont toujours plus pauvres ? Cette « alphabétisation économique » lors de l'université d'été se traduit par un apprentissage intensif auprès d'expert-e-s et de militant-e-s, par des échanges accessibles à tous, des rencontres passionnantes, un programme culturel très riche, et bien d'autres choses encore...

Débattre des alternatives et continuer à les développer

Nous refusons la privatisation des services publics, la domination des marchés et les violations des droits humains. Mais nous imaginons aussi des alternatives et les faisons progresser ensemble. Que peut apporter une taxe sur les transactions financières? Quelle forme peut prendre la démocratie dans un monde globalisé? Que pourraient bien vouloir dire les termes « définanciarisation », de souveraineté alimentaire ou de biens communs?

Apprendre à agir ensemble

De plus en plus de décisions sont prises à Bruxelles, avec un impact sur la vie quotidienne de chacun, en Europe et partout ailleurs. Il est donc essentiel de nous rassembler au-delà des frontières. L'université d'été des mouvements sociaux, l'ENA, permet à des militant-e-s de nombreux pays de se rencontrer, de tisser des liens d'amitié transnationaux, et d'échafauder ensemble des projets d'action, de formation, de sensibilisation de l'opinion...

Se rencontrer, partager des temps festifs

Un programme culturel foisonnant invite à la réflexion et à la détente. On peut ainsi rencontrer les autres et partager des moments festifs. L'Université Albert Ludwig est l'une des plus anciennes universités allemandes. Cette institution, chargée d'histoire, se trouve au cœur de Fribourg - la ville la plus méridionale d'Allemagne, connue pour son ensoleillement et la douceur de son climat. C'est aussi la « capitale » de la Forêt Noire. Fribourg allie paysages magnifiques et atmosphère de grande ville – c'est ce qui fait tout son charme.

Plus d'inofrmations sur www.ena2011.eu

INITIATIVE POPULAIRE FEDERALE

«Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)»

Publiée dans la Feuille fédérale le19.04.2011. Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 19.10.2012

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.), que

I la Constitution fédérale soit modifiée comme suit:
Art. 127, al. 2bis (nouveau)
2bis Les privilèges fiscaux pour les personnes physiques sont illicites. L'imposition d'après la dépense est interdite.
II Les dispositions transitoires de la Constitution sont complétées comme suit:
Art. 197, ch. 9 (nouveau)
9. Disposition transitoire ad art. 127, al. 2bis (Principes régissant l'imposition)
1 La Confédération édicte la législation d'exécution dans un délai de trois ans à compter de l'acceptation de l'art. 127, al. 2bis.
2 Si aucune loi d'exécution n'est mise en vigueur dans ce délai, l'art. 127, al. 2bis, s'applique directement.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton	**NPA**	**Commune politique**

Nom/Prénom (handschriftlich, möglichst in Blockschrift!)	**Date de naissance** (jj/mm/aa)	**Adresse exacte** (Rue et numéro)	**Signature manuscrite**	**Contrôle** (laisser en blanc)

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue des membres ayant encore le droit de vote:

Aders Till, Nordstr. 38, 8200 Schaffhausen; **Buclin Hadrien,** Place du Vallon 2, 1005 Lausanne; **Charpié Frédéric,** Le Saucy 30, 2722 Les Reussilles; **Cottagnoud Olivier,** ruelle du Manège 5, 1963 Vétroz; **Ducommun Luc,** Place du Collège 3, 2019 Rochefort; **Dupraz Cédric,** Jeanneret 23, 2400 Le Locle; **Ecuyer Hélène,** Rue du Vidollet 8, 1202 Genève; **Fedele Pierluigi,** Moulins 9, 2800 Delémont; **Gaille Yves,** Planche-Supérieure 21, 1700 Fribourg; **Galli Giovanni,** Via San Gottardo 9, 6600 Muralto; **Keller Florian,** Kamorstr. 8, 8200 Schaffhausen; **Meilland Jean-Marie,** Rue d'Octodure 2, 1920 Martigny; **Misiego Céline,** Av. du Temple 2, 1012 Lausanne; **Orsini Magali,** Sonnex 36, 1218 Grand-Saconnex; **Paccaud Isabelle,** Av. d'Echallens 113, 1004 Lausanne; **Pittet Pierre,** rue du Loup 7, 1213 Onex; **Sahli Manuel,** Hündlerstr. 38, 8406 Winterthur; **Scaramella Marino,** Via Bassa, 6533 Lumino; **Scheller Gérard**, Ch. de Grange-Falquet 13, 1224 Chêne-Bougeries; **Scherr Niklaus,** Feldstr. 125, 8004 Zürich; **Schiller Manuela,** In der Ey 24, 8047 Zürich; **Tettamanti Laurent,** Ch. Palettes 1bis, 1212 Grand-Lancy; **Trunz Christian,** Finkenrain 5, 3012 Bern; **Vuilleumier Marc,** Av. Florimont 3, 1006 Lausanne; **Willig Giulia,** Rue des Maraîchers 17, 1205 Genève; **Wyss Benedikt,** Bärschwilerstr. 8, 4053 Basel; **Zisyadis Josef,** Avenue des Bains 16, 1007 Lausanne.

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les _____ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Le/la fonctionnaire compétent/e pour l'attestation:

Sceau

Signature manuscrite: Fonction officielle:

Lieu: Date:

Cette liste, entiièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée tout de suite à **La Gauche, Fred Charpié, Le Saucy 30, 2722 Les Reussilles.**
Le comité d'initiative se chargera de demander l'attestation de la qualité d'électeur des signataires.